

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	56	19

N° de la séance : 14

Objet de la délibération : Environnement
Energie - Espace Info Energie - Mise en
oeuvre d'un programme de réduction des
consommations électriques pour les
ménages modestes

- ☒ Original
▪ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2016.069

Date de la convocation :

Le 21/06/2016

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **- 4 JUL. 2016**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 4 JUL. 2016**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services



Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 27 juin 2016

L'an deux mil seize et le 27 juin à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de juin, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, René TRASTOUR, Joseph VALETTE, Robert CREPIN, Christine SYLVESTRE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Albert CALAMUSO, Yves DAHAN, Anne-Marie DUMONT, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Eric PAUGET, Khéra BADAOU, Déborah MINEI

PROCURATIONS :

Lionnel LUCA à Jean LEONETTI, Thérèse ROUAZE à Michel BERTRAND, Henri GANNARD à Michelle SALUCKI, Michèle MURATORE à Béatrice VIGNOLO, Michel MAZUET à Guilaine DEBRAS, André-Luc SEITHER à Patrick DULBECCO, Elisabeth JANIN à Michel ROSSI, Marina LONVIS à Angèle MURATORI, Christophe ETORE à Marc DAUNIS

ABSENTS :

Joseph LE CHAPELAIN, Eric MELE, Roger CRESP, Gilbert HUGUES, Claude BERENGER, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Abderrazak SALOUH, Anne CHEVALIER, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAOU, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

Dans le cadre de la mise en œuvre de son Plan Climat Energie Territorial et de la mission de conseil de son Espace Info-Energie, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis souhaite limiter la consommation d'énergie des ménages les plus modestes en leur mettant à disposition des kits d'ampoules à LEDs.

Cette distribution permettrait de favoriser les économies d'énergies pour les ménages selon leurs conditions de ressources et ainsi de limiter l'augmentation de la précarité énergétique sur le territoire de la CASA. Les foyers s'inscrivant dans cette opération devront venir chercher leur kit à l'Espace Info-Energie ce qui sera l'occasion pour le conseiller Info-Energie de la CASA de les sensibiliser plus largement aux économies d'énergie et de chercher à les faire entrer dans une démarche de rénovation énergétique, notamment en les informant du Programme Intercommunal pour l'Amélioration Durable de l'Habitat mis en place par le service Habitat.

La Loi n°2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique oblige les vendeurs d'énergie (électricité, gaz, chaleur, froid, fioul domestique et les carburants pour automobiles), appelés les « obligés », à réaliser des économies d'énergie et leur offre la possibilité de se libérer de leurs obligations en se regroupant au sein d'une structure assurant la mise en place d'actions visant à atteindre ces objectifs d'économies d'énergie. Ils obtiennent des Certificats d'Économies d'Énergie (CEE) en contrepartie d'investissements ou d'actions ayant entraîné une réduction de la consommation d'énergie.

Cette distribution peut être entièrement financée par les certificats d'économies d'énergie (Fiche CEE BAR-EQ-111 jointe en **annexe 1**). À ce titre, la société Objectif EcoEnergie – structure collective délégataire Obligé reconnue par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie – a mis en place et finance à 100% le Programme Réduc'Light© en échange de la récupération des CEE afférents à cette action. La gratuité du Programme est donc ainsi assurée par le dispositif des CEE et l'opération n'a pas d'incidence financière pour la CASA.

Afin de pouvoir bénéficier de ce dispositif, il est nécessaire d'approuver la convention de partenariat (jointe en **annexe 2**) qui détaille les modalités de l'opération et les obligations des deux parties. Une fiche synthétique du programme est jointe en **annexe 3**.

Il est donc proposé au conseil communautaire :

- d'approuver la convention de partenariat entre la société Objectif Eco-Energie et la CASA pour la distribution gratuite d'ampoules à LEDs favorisant les économies d'énergie, et ses annexes,
- de valider l'engagement de la CASA à respecter les obligations de la convention,
- d'autoriser Monsieur le Vice-président délégué à l'environnement et à la biodiversité à signer la convention et l'ensemble des actes inhérents à l'exécution de la présente délibération.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver la convention de partenariat entre la société Objectif Eco-Energie et la CASA pour la distribution gratuite d'ampoules à LEDs favorisant les économies d'énergie, et ses annexes,
- de valider l'engagement de la CASA à respecter les obligations de la convention,
- d'autoriser Monsieur le Vice-président délégué à l'environnement et à la biodiversité à signer la convention et l'ensemble des actes inhérents à l'exécution de la présente délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 27 juin 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

Convention de partenariat Collectivités (et assimilés)
pour la diffusion d'ampoules LED aux administrés
(sous conditions de revenus)



UN PROGRAMME DE CERTIFICATS D'ÉCONOMIES D'ÉNERGIE
proposé par Objectif EcoEnergie

Convention de partenariat conclue :

ENTRE

Collectivité :
Adresse :
Code Postal : Ville :
SIREN :
SIRET :
Représentée par :

ci-après désigné par « la Collectivité Partenaire »

d'une part,

ET

Objectif EcoEnergie, Société par Action Simplifiée au capital de 500 000 €, dont le siège est à Ussel (Corrèze) 8, avenue Thiers, BP 19, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Brive la Gaillarde (Corrèze) et identifiée au Répertoire national des Entreprises sous le numéro SIRET : 523 814 358 000 25 ;

Représentée par Monsieur Pierre-Benoît CHEZE, Président de la Société agissant dans le cadre de son objet social et ayant tous pouvoirs aux termes des statuts ;

ci-après désignée par « Objectif EcoEnergie »,

d'autre part,

CONTEXTE

La loi n°2005-78 1 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique, modifiée par la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant sur l'engagement national pour l'environnement, oblige les personnes morales qui mettent à la consommation des carburants automobiles ainsi que les distributeurs de gaz de pétrole liquéfié, de gaz naturel et de fioul domestique à faire des économies d'énergie. L'article 14 de cette loi, modifié par l'article 78 de la loi portant engagement national pour l'environnement du 12 juillet 2010, offre la possibilité aux distributeurs de se libérer de leurs obligations en se regroupant au sein d'une structure (structure collective délégataire) assurant la mise en place d'actions visant à atteindre ces objectifs d'économies d'énergie. Objectif EcoEnergie est donc un Obligé du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie par délégation d'obligations.

Les Certificats d'Economies d'Energie (CEE) sont des outils d'incitation à la réalisation de travaux concourant à faire des économies d'énergie, et donc de contribuer au grand chantier de la rénovation énergétique.

Cette convention s'inscrit dans la politique de la Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis, dans le cadre de ses compétences optionnelles définies par la délibération du 10 juillet 2006 - B- Protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie / c-Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie.

Le programme Réduc'Light porte sur la volonté d'inciter les administrés de la Collectivité Partenaire signataire à réduire leur consommation d'énergie par une distribution gratuite d'ampoules LED. Ce kit est financé par la valorisation des CEE : Objectif EcoEnergie, étant Obligé, offre le kit en échange du Certificats d'Economies d'Energie pouvant être généré par la pose de LED (action éligible au CEE). Objectif EcoEnergie est un Obligé dans le dispositif des Certificats d'Economies d'Energie, il peut déposer les dossiers de CEE en son nom propre.

Afin de répondre à l'objectif d'économie d'énergie par les consommateurs finaux, **Objectif EcoEnergie s'est rapprochée de Collectivité Partenaire afin de mettre en œuvre conjointement les opérations concrètes permettant de réaliser les dites économies** dans le cadre de la compétence de la collectivité de soutien aux actions de maîtrise de l'énergie.

Les parties se sont rapprochées et ont convenu ce qui suit :

Définition des intervenants dans cette convention (depuis le 1^{er} janvier 2015) :

- le bénéficiaire est la personne morale distribuant l'équipement à l'utilisateur final (=la collectivité partenaire)
- le professionnel mettant en œuvre l'opération est la personne morale distribuant l'équipement à l'utilisateur final (=la collectivité partenaire)
- l'Obligé est le demandeur des CEE et le financeur de l'opération (=Objectif EcoEnergie)
- l'utilisateur final est la personne qui bénéficiera des ampoules LED pour sa résidence (principale et/ou secondaire, locataire ou propriétaire) (= l'administré de la Collectivité signataire)

1. OBJET DU CONTRAT

Le présent accord a pour objet, conformément à l'obligation imposée par la Loi du 13 juillet 2005 et des décrets du 29 Décembre 2010, de définir les conditions dans lesquelles les partenaires permettent aux particuliers de réaliser des économies d'énergie, en distribuant des ampoules LED objet de la fiche standard de CEE BAR-EQ-111 «Lampe à LED de classe A+ ».

L'accès à cette offre est entièrement gratuit pour l'utilisateur final. L'adhésion de l'utilisateur final est obligatoire pour avoir accès au service.

2. OBLIGATIONS DES PARTIES

2.1 Obligations de la Collectivité Partenaire

La Collectivité Partenaire s'engage à :

- Communiquer et sensibiliser ses administrés aux problématiques des économies d'énergie et aux réductions d'émissions de gaz à effet de serre.

Pour l'organisation de la distribution des kits d'ampoules LED, la Collectivité Partenaire s'engage à :

- Mettre en place des actions de sensibilisation auprès des particuliers pour présenter le kit Réduc'Light©
- Désigner un responsable afin de vérifier la bonne tenue de la procédure à suivre mise en place par Objectif EcoEnergie.

La Collectivité Partenaire s'engage à transmettre l'ensemble des pièces justificatives permettant de prouver l'action d'économies d'énergie et certifie sur l'honneur ne pas être engagé, à la date de signature du contrat et durant sa validité, auprès d'autres

réseaux impliquant la transmission d'attestations sur l'Honneur dans le cadre des Certificats d'Economies d'Energie sur la fiche standard BAR-EQ-111.

2.2 Obligations d'Objectif EcoEnergie :

Objectif EcoEnergie s'engage à :

- Valoriser les CEE sur la fiche standard BAR-EQ-111 pour couvrir entièrement les frais du kit.
- Fournir à la Collectivité Partenaire l'ensemble des éléments permettant de générer les CEE
- Coordonner les processus d'obtention des CEE
- Prendre en charge le traitement administratif et la constitution des dossiers
- Proposer à la Collectivité Partenaire des supports de communication (la collectivité n'est pas obligée de suivre cette communication)

Pour le montage du dossier CEE, le contenu et les règles de recevabilité des « dossiers CEE » correspondants sont fixés par Objectif EcoEnergie dans le cadre des règles en vigueur, définies par l'Administration.

3. PROCEDURE DE GRATUITE DU KIT :

Le kit est entièrement financé par Objectif EcoEnergie sous conditions d'obtention des CEE liées aux opérations BAR-EQ-111.

Il est donc indispensable de respecter les procédures (voir annexes) mises en place par Objectif EcoEnergie pour obtenir les CEE, notamment le rôle actif et incitatif antérieurement au déclenchement de l'opération (la présente convention) et la signature de l'Attestation sur l'Honneur par le bénéficiaire.

Descriptif de l'opération et périmètre :

Planning :

Date de début de l'opération : (= date de la distribution)

Date de fin de l'opération : (=date de fin de la distribution)

(L'écart entre ces 2 dates ne peut pas dépasser 6 mois)

Caractéristiques des ampoules LED par pack :

5 ampoules LED culot E27 / 10 Watts 806 Lumens marque V-Tac couleur blanc chaud 2700 K

Conditions pour la délivrance des Certificats d'Economies d'Energie :

La distribution de ces systèmes d'éclairages performants est faite dans des bâtiments **résidentiels** neufs ou existants.

Fiche BAR-EQ-111 :

Les lampes à LED sont au minimum de classe énergétique « A+ » et d'une durée de vie d'au moins 15 000 heures.

Le bénéficiaire est la personne morale distribuant l'équipement à l'utilisateur final, sauf s'il s'agit d'un commerce de gros consistant à acheter, entreposer et vendre cet équipement à des détaillants, des grossistes, des intermédiaires, des utilisateurs professionnels ou des collectivités.

Eléments de communication :

Objectif EcoEnergie doit avoir un rôle actif et incitatif sur l'utilisateur final dans sa prise de décision de changer ses anciennes ampoules par des ampoules de technologie LED. Pour ce faire, Objectif EcoEnergie donne à la Collectivité des supports de communication. Ces supports de communication devront au minimum comportés le financeur « Objectif EcoEnergie » et le dispositif financeur « dans le cadre des Certificats d'Economies d'Energie ».

La Collectivité portera par cette convention le rôle actif et incitatif d'Objectif EcoEnergie auprès de l'utilisateur final.

Modalités particulières inhérentes à l'établissement de certaines pièces du dossier de demande des CEE :

La Collectivité Partenaire devra transmettre à Objectif EcoEnergie :

- La présente convention complétée et signée
- L'Attestation sur l'Honneur en fin de distribution

Contrôles réglementaires :

La Collectivité Partenaire tient à la disposition d'Objectif EcoEnergie l'ensemble des documents et données techniques relatifs aux actions d'économies d'énergie qu'elle s'engage à lui transmettre dans un délai de dix (10) jours calendaires à compter de sa demande, notamment à la suite d'une demande d'information formulée par l'Administration compétente.

Procédure pour apporter la contribution individualisée à l'utilisateur final pour l'inciter à réaliser cette opération d'économies d'énergie :

- 1 - La Collectivité Partenaire, mandatée par Objectif EcoEnergie pour porter son rôle actif et incitatif, informera ses administrés du site Internet dédié (page web faite par Objectif EcoEnergie pour la prise des inscriptions).
- 2 - La Collectivité Partenaire donnera le kit à ses administrés qui en auront fait la demande.

Modalités de transmission du kit jusqu'à l'utilisateur final :

- ☐ de la main à main
☐ par envoi postal
☐ autres (préciser) :

4 – CONFIDENTIALITE, EXCLUSIVITE :

Aucune Information Confidentielle communiquée par la Collectivité Partenaire à Objectif EcoEnergie ne pourra être utilisée pour un autre Projet, ni divulguée à un tiers au Projet.

Les informations recueillies resteront confidentielles à Objectif EcoEnergie et ne feront pas l'objet de prospections commerciales. Ce traitement informatique est destiné à éviter les doubles comptes de Certificats d'Economies d'Energie (autorisation CNIL 1580345). La Collectivité Partenaire et les administrés de la Collectivité signataire disposent d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données personnelles les concernant, en s'adressant à : Objectif EcoEnergie – 8 Av. Thiers BP 19 – 19201 Ussel cedex.

Objectif EcoEnergie s'engage à limiter la diffusion et la communication des Informations Confidentielles aux membres de son personnel directement concernés par le dossier CEE sous réserve de répercuter auprès de ceux-ci la même obligation de confidentialité que celle résultant de l'Accord.

Objectif EcoEnergie s'interdit de faire des copies, résumés ou transcriptions par quelque moyen que ce soit de tout ou partie des Informations Confidentielles, sauf à ce que ces copies, résumés ou transcriptions soient justifiés au regard du dossier CEE. Dans cette éventualité les copies, résumés ou transcriptions seront clairement identifiés comme des Informations Confidentielles et Objectif EcoEnergie sera, pour ce qui les concerne, soumis aux mêmes obligations que celles applicables aux Informations confidentielles objet de l'Accord.

Objectif EcoEnergie gardera les Informations Confidentielles séparées de ses propres documents et de façon sécurisée et traitera les informations Confidentielles avec la même sécurité et célérité que celle qu'il apporterait à ses propres informations confidentielles, cela de façon à éviter toute perte, mauvaise utilisation, divulgation ou prise de connaissance non autorisée.

Les Parties s'engagent au respect du plus strict secret professionnel et à assurer l'entière confidentialité des informations confidentielles échangées ou à échanger entre elles et auxquelles elles auraient accès dans le cadre ou en raison de l'exécution de la présente Convention. Cette confidentialité trouvera application tant pendant le cours de la présente convention qu'après son expiration pour quelque cause que ce soit, et pendant une durée de deux (2) ans, les Parties garderont strictement confidentiels les termes et conditions du présent contrat ainsi que les renseignements qu'elles auront été amenées à connaître.

Par ailleurs, le présent engagement ne s'applique pas aux informations devant être transmises à l'Administration chargée de l'instruction des demandes de CEE, et aux informations devant être transmises par l'une ou l'autre des Parties sur injonction de communiquer reçue d'une autorité administrative ou judiciaire.

Ne sont pas considérées comme confidentielles les informations qui étaient du domaine public au moment de leur divulgation ou sont tombées dans le domaine public sans qu'il y ait eu contravention aux présentes, dont Objectif EcoEnergie pourrait prouver qu'elles étaient en sa possession antérieurement à la date d'effet de l'Accord, qui sont divulguées par Objectif EcoEnergie avec l'accord préalable et écrit du Partenaire. Egalement concernées les informations qui résultent de développements internes menés par Objectif EcoEnergie sans utilisation d'Informations Confidentielles, qui sont communiquées à Objectif EcoEnergie ou à ses personnels par des tiers totalement étrangers à l'Accord, dont la communication résulte de contraintes légales et/ou réglementaires auxquelles Objectif EcoEnergie ne peut se soustraire.

Tous les documents transmis par Objectif EcoEnergie à la Collectivité Partenaire sont confidentiels, notamment la présente convention et les attestations sur l'honneur.

5. DURÉE DU CONTRAT, RESILIATION :

La présente convention prend effet à compter de la date de sa signature et porte sur une période de 1 an, mais pouvant être rompue sans pénalité et à tout moment avec un préavis de 3 mois.

En cas de non-respect par l'une des Parties de l'un de ses engagements contractuels, l'autre Partie la mettra en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, de prendre toutes les mesures correctrices nécessaires pour mettre fin aux manquements constatés. En cas d'inaction de la Partie sommée et donc de persistance des manquements à l'issue du délai notifié dans ladite lettre, la Partie lésée (par les manquements) pourra résilier, aux torts exclusifs de la partie défaillante, le présent contrat de plein droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

6. RESPONSABILITE

La responsabilité d'Objectif EcoEnergie ne pourra en aucun cas être recherchée et/ou engagée du fait qu'une ou plusieurs informations qu'elle aurait communiquée(s) sur la base des éléments transmis par le Partenaire se révéleraient ou seraient jugées par l'Administration insuffisantes, incomplètes, imprécises ou inexacts. Par ailleurs, Objectif EcoEnergie ne peut en

aucun cas voir sa responsabilité engagée pour le cas où les services de l'Administration après avoir délivré des CEE reviendraient a posteriori sur leur décision de délivrance en invoquant une erreur ou une carence du dossier.

7. COMMUNICATION

Communication d'Objectif EcoEnergie

La Collectivité Partenaire autorise Objectif EcoEnergie à faire état des prestations visées à la présente convention par tous moyens de communication.

De plus, la Collectivité Partenaire autorise Objectif EcoEnergie à la citer au titre de « Référence Partenaire » et à utiliser son logo dans le cadre de sa communication.

En contrepartie, Objectif EcoEnergie s'engage à respecter la charte graphique de la Collectivité Partenaire et à faire relire tout communiqué de presse concernant la Collectivité Partenaire, avant sa diffusion.

8. LOI APPLICABLE – DIFFEREND

La présente convention est régie par le droit français.

Tout différend découlant de l'accord doit, en premier lieu, et dans toute la mesure du possible, être réglé au moyen d'une négociation amiable préalable entre les parties. La mise en œuvre de cette procédure amiable suspend la prescription de l'action en cause jusqu'au terme de la dite négociation. A défaut d'un accord amiable écrit entre les parties dans un délai de un (1) mois à compter de la date de première présentation d'une lettre RAR notifiant la difficulté en cause (ou tout autre délai convenu d'un commun accord) et visant expressément le présent article, tout différend lié à son interprétation, exécution ou à sa terminaison, sera soumis aux tribunaux compétents.

A..... le.....

Signature et tampon :

La Collectivité Partenaire

Objectif EcoEnergie

Annexe 1 :

PROCEDURE A RESPECTER POUR L'ELIGIBILITE AUX CERTIFICATS D'ECONOMIES D'ENERGIE :

Etape 1 (rôle actif incitatif avant le déclenchement de l'opération) : signature de la présente Convention de Partenariat par la Collectivité et par Objectif EcoEnergie.

Etape 2 : (action d'économies d'énergie) Don des ampoules LED par Objectif EcoEnergie à la Collectivité Partenaire.

Etape 3 : Distribution des ampoules LED par la Collectivité Partenaire aux utilisateurs finaux.

Etape 4 : (preuve de l'action) Récupération de l'Attestation sur l'Honneur signée par la Collectivité Partenaire.

Annexe 2 :

Pour être éligible au programme Réduc'Light, le revenu du ménage devra être inférieur ou égal aux plafonds suivants :

Nombre de personnes composant le ménage	Habitation en province (€)	Habitation en Ile de France (€)
1	18 332	24 094
2	26 811	35 362
3	32 242	42 471
4	37 669	49 592
5	43 117	56 733
Par personne supplémentaire	5 431	7 132

Le ménage devra justifier de son éligibilité en transmettant une copie du ou des dernier(s) avis d'imposition ou de non-imposition, ou transmettre le Numéro fiscal *et la Référence de l'avis * lors de la demande

Vos identifiants	
Numéro fiscal :	
Déclarant 1 :	12 12 123456789
Déclarant 2 :	23 23 234567890
Référence de l'avis :	10 92 1234567 37

Vos références	
Pour accéder à votre espace personnel	
Numéro fiscal :	
Déclarant 1 :	00 01 123 456 789 C
Déclarant 2 :	07 01 987 765 432
Numéro de télédéclarant :	voir votre déclaration
Revenu fiscal de référence :	155 038
Référence de l'avis :	12 75 1234567 00
Numéro de contrat de prélèvement :	
Numéro FIP :	761 51 12 1234567890 A
Numéro de rôle :	011 A
Date d'établissement :	06/06/2013
Date de mise en recouvrement :	31/07/2013

* situé en haut à gauche du justificatif dans le cadre **Vos identifiants** ou de l'avis dans le cadre **Vos références**



Distribution
GRATUITE de kits
d'ampoules LED

VOTRE
LOGO

Pour vous aider à réaliser des économies sur votre consommation et votre facture d'électricité, **Nom collectivité**, en partenariat avec Objectif EcoEnergie, vous offre le **pack Réduc'Énergie**®

Comment et quand récupérer votre pack Réduc'Énergie® gratuit ?

INSCRIPTIONS >>> du jour date mois au jour date mois année
en complétant le formulaire en ligne sur :
www.reduc-energie.fr/nom-collectivite

DISTRIBUTION >>> du jour date mois au jour date mois année

Les éléments du pack Réduc'Énergie®

4 ampoules LED, culot E27

- Rendu Lumineux : 806 lumens
- Consommation : 10 watts
- Marque : VTAC
- Longueur : 10,8 cm
- Diamètre : 6,0 cm
- Tension : 220/240v
- Blanc chaud : 2 700 K (données fabricant)



1 ampoule LED, culot E14

- Consommation : > 8 watts



1 autocollant stop-pub



Ampoules Non Dimmables : Non utilisables avec un variateur - Visuels non contractuels

Le Programme Réduc'Énergie® est une campagne nationale de distribution gratuite de packs d'ampoules LED, initiée par Objectif EcoEnergie et qui entre dans le cadre du dispositif des Certificats d'Économies d'Énergie. La distribution des packs Réduc'Énergie® a été mise en place par Objectif EcoEnergie en partenariat avec **Nom collectivité**.

Pour + d'infos

Objectif EcoEnergie
8, avenue Thiers – 19200 USSEL
05 55 46 25 79

Objectif
EcoEnergie
le partenaire de l'efficacité énergétique

Vous souhaitez réaliser des travaux d'économie d'énergie ? Pour découvrir nos Primes Énergie, rendez-sur www.cheques-energie.fr



Certificats d'économies d'énergie

Opération n° **BAR-EQ-111**

Lampe à LED de classe A+

1. Secteur d'application

Bâtiments résidentiels neufs ou existants en France métropolitaine et en France d'outre-Mer.

2. Dénomination

Utilisation d'une lampe à diodes électroluminescentes (LED) de classe A+.

3. Conditions pour la délivrance de certificats

Les lampes à LED sont au minimum de classe énergétique « A+ » et d'une durée de vie d'au moins 15 000 heures.

Le bénéficiaire est la personne morale distribuant l'équipement à l'utilisateur final, sauf s'il s'agit d'un commerce de gros consistant à acheter, entreposer et vendre cet équipement à des détaillants, des grossistes, des intermédiaires, des utilisateurs professionnels ou des collectivités. La distribution est réalisée à titre payant (vente) ou à titre gratuit (don).

Le professionnel mettant en œuvre l'opération est la personne morale distribuant (vente ou don) l'équipement à l'utilisateur final.

Dans le cas où le distributeur est un commerce de gros consistant à acheter, entreposer et vendre cet équipement à des détaillants, des grossistes, des intermédiaires, des utilisateurs professionnels ou des collectivités, le bénéficiaire est celui défini par l'arrêté du 4 septembre 2014 fixant la liste des éléments d'une demande de certificats d'économies d'énergie et les documents à archiver par le demandeur.

La preuve de réalisation de l'opération mentionne l'acquisition de lampes à LED par le bénéficiaire. Ce document mentionne le nombre, la classe énergétique et la durée de vie des lampes acquises.

A défaut, elle mentionne l'acquisition d'un nombre donné d'équipements identifiés par leur marque et référence, et elle est complétée par un document issu du fabricant indiquant que les équipements de marque et référence acquis sont des lampes à LED. Ce document précise la classe énergétique et la durée de vie des lampes.

Lorsque le bénéficiaire est la personne morale distribuant l'équipement à l'utilisateur final :

- la preuve du rôle actif et incitatif du demandeur détaille les modalités de transmission de la contribution du demandeur des CEE jusqu'à l'utilisateur final de la lampe. Ce dernier est notamment informé de la contribution du demandeur, identifié via sa raison sociale, et du fait que le demandeur est à l'origine de la contribution dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie ;
- la date d'engagement de l'opération correspond à la date de distribution de la première lampe et la date d'achèvement de l'opération correspond à la date de distribution de la dernière lampe. Le délai entre ces deux dates ne peut dépasser 6 mois.



- la preuve de réalisation de l'opération peut être établie au nom d'un tiers ; elle est dans ce cas complétée par un document daté et signé par le tiers et le bénéficiaire attestant de la transmission à titre gratuit du tiers au bénéficiaire des équipements cités par la preuve de réalisation de l'opération.
- la preuve de réalisation de l'opération est complétée par un état récapitulatif des lampes distribuées, daté et signé par le bénéficiaire, indiquant le nombre de lampes distribuées avec leur marque et référence, les lieux de distribution (nom du site, numéro de SIRET de l'établissement, adresse) et les périodes de distribution (maximum 6 mois). Les périodes de distribution doivent être comprises entre la date d'engagement et la date d'achèvement de l'opération

4. Durée de vie conventionnelle

18 ans.

5. Montant de certificats en kWh cumac

Montant en kWh cumac par lampe à LED		Nombre de lampes à LED
520	X	N



Annexe 1 à la fiche d'opération standardisée BAR-EQ-111, définissant le contenu de l'attestation sur l'honneur.

A/ BAR-EQ-111 (v. A14.1) : Utilisation d'une lampe à diodes électroluminescentes (LED) de classe A+

*Date d'engagement de l'opération :

*Date d'achèvement de l'opération :

NB : l'écart entre la date d'engagement et la date d'achèvement ne peut excéder 6 mois.

*Nombre de lampes concernées par l'opération :

Caractéristiques des lampes :

La lampe est une lampe à diodes électroluminescentes (LED) de classe énergétique A+ ou supérieure à A+.

La lampe a une durée de vie supérieure ou égale à 15 000 heures.

A ne remplir que si les marque et référence des lampes ne sont pas mentionnées sur la preuve de réalisation de l'opération :

*Marque :

*Référence :

*Le distributeur des lampes à l'utilisateur final est un commerce de gros consistant à acheter, entreposer et vendre des marchandises à des détaillants, des intermédiaires, des grossistes, des utilisateurs professionnels ou des collectivités :

☐ Oui ☐ Non

B/ Bénéficiaire de l'opération d'économies d'énergie

*Raison sociale du bénéficiaire :

*N° SIREN du bénéficiaire : _ _ _ _ _

à défaut : le bénéficiaire atteste sur l'honneur qu'il est dépourvu de n° de SIREN en cochant cette case : ☐
(mentionner la raison sociale et n° SIREN du Syndic dans le cas des copropriétés)

*Fonction du signataire :

*Adresse :

Compléments d'adresse :

*Code postal : _ _ _ _ _

*Ville :

Pays :

Téléphone : _ _ _ _ _

Mobile : _ _ _ _ _

Courriel :

*Cocher l'une des deux cases suivantes :

☐ je suis le distributeur des lampes à leur utilisateur final et je n'exerce pas une activité de commerce de gros consistant à acheter, entreposer et vendre des marchandises à des détaillants, des grossistes, des intermédiaires, des utilisateurs professionnels ou des collectivités ;

☐ je suis l'utilisateur final des lampes et j'ai acheté ces lampes auprès d'un commerce de gros. J'atteste sur l'honneur que les lampes ont été installées dans un bâtiment résidentiel.

En tant que bénéficiaire de l'opération d'économies d'énergie, j'atteste sur l'honneur :

- que **[raison sociale du demandeur]** a apporté une contribution individualisée à l'utilisateur final des lampes (moi-même ou un tiers) l'ayant incité à réaliser cette opération d'économies d'énergie.

- que je fournirai exclusivement à **[raison sociale du demandeur]** l'ensemble des documents permettant de valoriser cette opération au titre du dispositif des certificats d'économies d'énergie, notamment la facture (ou à défaut une autre preuve de la réalisation effective de l'opération).



- que je ne signerai pas, pour cette opération, d'attestation sur l'honneur semblable avec une autre personne morale.
- l'exactitude des informations que j'ai communiquées ci-dessus sur les caractéristiques de l'opération et que la ou les opérations d'économies d'énergie décrites ci-dessus ont été intégralement réalisées. Je suis informé que je suis susceptible d'être contacté par les services du ministère chargé de l'énergie (ou tout organisme désigné par le ministère chargé de l'énergie) dans le cadre d'un contrôle concernant la nature de l'opération et la réalisation effective de celle-ci.
- que les économies d'énergie réalisées par cette opération ne viennent pas réduire les émissions de gaz à effet de serre d'une installation classée visée à l'article L229-5 du code de l'environnement dont je suis l'exploitant.
- qu'aucune aide à l'investissement de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) n'a été reçue ou ne sera sollicitée pour cette opération.

Fait à

*Le __ / __ / ____

*Signature du bénéficiaire

Pour les personnes morales son cachet et la signature du représentant

C/ Professionnel ayant distribué les lampes à l'utilisateur final

*Nom du signataire :Prénom du signataire :

*Fonction du signataire :

*Raison sociale :

*N° SIRET : ____ - ____ - ____ - ____

*Adresse :

*Code postal : ____ - ____

*Ville :

Téléphone : ____ - ____ - ____ - ____

Mobile : ____ - ____ - ____ - ____

Courriel :

*En tant que représentant de l'entreprise ayant distribué les lampes à leur utilisateur final, j'atteste sur l'honneur :

- que je fournirai exclusivement à **[raison sociale du demandeur]** l'ensemble des documents permettant de valoriser cette opération au titre du dispositif des certificats d'économies d'énergie, notamment la facture (ou à défaut une autre preuve de la réalisation effective de l'opération).
- que je ne signerai pas, pour cette opération, d'attestation sur l'honneur semblable avec une autre personne morale.
- l'exactitude des informations que j'ai communiquées ci-dessus sur les caractéristiques techniques relatives à l'opération d'économies d'énergie.
- que la ou les opérations d'économies d'énergie décrites ci-dessus ont été intégralement réalisées et que j'ai respecté les conditions de leur réalisation, conformément à ou aux fiches d'opérations standardisées d'économies d'énergie concernées. Je suis informé que je suis susceptible d'être contacté par les services du ministère chargé de l'énergie (ou tout organisme désigné par le ministère chargé de l'énergie) dans le cadre d'un contrôle concernant la nature de l'opération et la réalisation effective de celle-ci.

Fait à

*Le __ / __ / ____

*Cachet et signature du professionnel



Le pack d'ampoules LED GRATUIT

Pour les ménages à revenus modestes

Un outil pour vos actions en faveur des économies d'énergie

Dans le cadre du contexte actuel de préoccupation environnementale, **Réduc'Light**® permet de **s'impliquer en faveur du développement durable, sans engager de dépenses** pour nos collectivités partenaires ou leurs administrés.

Au-delà de la **gratuité** de l'opération et des **économies énergétiques et financières** que celle-ci va permettre, mettre en place le Programme **Réduc'Light**® sur votre territoire vous offre l'opportunité de rencontrer et de **sensibiliser vos habitants** aux gestes simples pour **réduire leur consommation énergétique** et **préserver les ressources naturelles**.

Comment ça marche ?

Objectif EcoEnergie est un Obligé du dispositif des **Certificats d'Economies d'Energie (CEE ou C2E)**, dispositif créé par la loi POPE de 2005. La distribution **d'ampoules LED est une action éligible aux CEE**.

À ce titre, **Objectif EcoEnergie offre gratuitement** des ampoules LED en échange de la récupération du « CEE précarité » afférent à cette action.

Un partenariat gagnant-gagnant dans le résidentiel

Distribution gratuite aux collectivités de packs d'ampoules LED, entièrement financée par Objectif EcoEnergie, dans le cadre du dispositif des **Certificats d'Economies d'Energie**.

- ✶ **Faites réaliser des économies d'énergie à vos administrés** sans avoir de coût pour votre collectivité ;
- ✶ **Développez vos actions sociales** en augmentant le **pouvoir d'achat de vos administrés** qui en ont le plus besoin, grâce aux économies réalisées ;
- ✶ **Valorisez votre politique volontariste** à apporter des solutions simples à vos administrés ;
- ✶ **Informez et sensibilisez vos administrés** sur des sujets importants comme l'énergie ;
- ✶ **Créez une animation « Développement Durable »** et valorisez votre image sociale et environnementale.

Le pack Réduc'Light® comprend :

4 ampoules LED, culot E27

- Rendu Lumineux : **470 lumens**
- Consommation : **7 watts**
- Marque : **VTAC**
- Longueur : **10,8 cm**
- Diamètre : **6,0 cm**
- Tension : **220/240v**
- Durée de vie en heures : **20 000 h**
- Blanc chaud : **2 700 k**
(données fabricant)



+1 ampoules LED, culot E14

- Consommation :
> 8 watts



Ampoules Non Dimmables : **Non utilisables** avec un variateur.

+1 autocollant stop-pub
à coller sur les boîtes aux lettres

Conditions d'éligibilité au Programme Réduc'Light®

Pour être éligible au Programme Réduc'Light®, la somme des revenus fiscaux de référence du ménage doit être inférieure ou égale aux plafonds ci-dessous. Pour justifier de son éligibilité, le ménage devra transmettre une copie du ou des derniers avis d'imposition ou de non avis d'imposition ou nous transmettre le numéro fiscal de référence et la référence de cet avis.

Nombre de personnes composant le ménage	Habitation province	Habitation Ile de France
1	18 342 €	24 107 €
2	26 826 €	35 382 €
3	32 260 €	42 495 €
4	37 690 €	49 620 €
5	43 141 €	56 765 €
Par personne supplémentaire	+ 5 434 €	+ 7 136 €

Ménages éligibles – cas concrets

1

- **1 couple marié**
- avec **2 enfants**
- habitant à **20km de leur lieu de travail**, en province
- avec 2 salaires de **1958 € net / mois** ou 1 seul salaire de **3916 €/mois**

> Avec les **charges déductibles** (frais kilométriques, frais de garde et frais de déjeuner) **ce ménage est éligible !**

2

- **1 personne célibataire**
- **sans enfant**
- habitant à **20km de son lieu de travail**, en province
- avec 1 salaire de **1916 € net / mois**

> Avec les **charges déductibles** (frais kilométriques et frais de déjeuner) **cette personne est éligible !**

3

- **1 couple marié**
- avec **4 enfants**
- habitant à **20km du lieu de travail**, en province
- avec 1 salaire de **4458 € net / mois**

> Avec les **charges déductibles** (frais kilométriques, frais de garde et frais de déjeuner) **ce ménage est éligible !**

Cadre législatif de notre Programme Réduc'Light®

- ☀ Le dispositif des Certificats d'Économies d'Énergie* (CEE) constitue l'un des principaux instruments de la politique de maîtrise de la demande énergétique.
- ☀ Il repose sur une obligation de réalisation d'économies d'énergie imposée aux fournisseurs d'énergie, les «obligés». Ils sont incités à promouvoir l'efficacité énergétique pour atteindre un objectif triennal fixé par le gouvernement.
- ☀ Les CEE sont obtenus à la suite d'actions entreprises en propre par les fournisseurs d'énergie ou par l'achat à d'autres acteurs.

Un nouveau décret instaurant une obligation d'économies d'énergie en faveur des ménages à bas revenus

- ☀ En application de l'article 30 de la loi relative à la transition énergétique, pour la croissance verte, cette nouvelle obligation pourra être remplie par la mise en œuvre d'actions d'économies d'énergie au bénéfice de ménages situés sous un certain plafond de revenus, leur permettant ainsi de diminuer leurs dépenses énergétiques, d'améliorer leur revenu disponible et donc leur pouvoir d'achat.

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 27/06/2016
Numéro : CC.2016.069
Nature : DE - Deliberations
Objet : Espace Info Energie - Mise en oeuvre d'un programme de réduction des consommations électriques pour les ménages modestes
Matière : 8.8 - Environnement

Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 111247668
Référence envoi : IDF2016-07-04T16-44-41.00
Envoyé le : 04/07/2016
à (TU) : 14h45:02

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 04/07/2016
Identifiant : 006-240600585-20160627-AOI_6209-DE

Acte reçu

Date : 27/06/2016
Numéro interne : AOI_6209
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 8
Objet : Espace Info Energie - Mise en oeuvre d'un programme de réduction des consommations électriques pour les ménages modestes
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20160627-AOI_6209-DE-1-1_1.pdf

Annexes

Nombre : 3

006-240600585-20160627-AOI_6209-DE-1-1_2.pdf
006-240600585-20160627-AOI_6209-DE-1-1_3.pdf
006-240600585-20160627-AOI_6209-DE-1-1_4.pdf